



Collaborative Working Group
on Solid Waste Management in Low-
and Middle-income Countries

**Renforcement des capacités et
plaidoyer pour la gestion améliorée
des déchets solides et des ressources**

Atelier CWG - WASH
1 - 5 décembre 2008
Ouagadougou, Burkina Faso

#1 LE ROLE D'UNE ASSOCIATION DE PRESTATAIRES DE SERVICE DU SECTEUR PRIVE DANS LE RENFORCEMENT DES CAPACITES A LAGOS AU NIGERIA¹

Olugbenga O. Adebola²

Résumé

Ces dernières années il y a eu une énorme amélioration dans l'industrie de gestion des déchets solides à Lagos au Nigéria en comparaison avec la myriade de problèmes qui se posaient à cette industrie il y a quelques années.

La prestation améliorée de services dans l'industrie est arrivée en raison de la restructuration de l'autorité de gestion des déchets de l'état de Lagos (LAWMA) – une agence étatique chargée de la responsabilité de réglementer la gestion des déchets dans l'état – et les activités des prestataires de service du secteur privé (PSSP) dans la collecte, le transport et l'élimination des déchets solides.

Le PSSP, à travers leur association, a organisé une série de programmes de formation pour les praticiens de la gestion des déchets, qui incluent la formation des cadres supérieurs, des propriétaires d'entreprises et des agents de maîtrise et des employés (superviseurs, conducteurs et ouvriers).

Le programme de formation couvrait les questions d'actualité y compris l'efficacité opérationnelle, l'approche d'entreprise durable, la planification financière et la gestion, la livraison durable de service, la gestion des risques, et le développement des ressources humaines.

Cet article fait ressortir les problèmes de la gestion des déchets dans l'état de Lagos avant la restructuration du LAWMA, les programmes de renforcement des capacités pour les praticiens de la gestion des déchets et des bénéficiaires qui résultent d'une livraison efficace et améliorée de service dans l'industrie de gestion des déchets. Les rôles du gouvernement et de son agence sont également mis en exergue, y compris le rôle joué par les institutions financières nigérianes dans la mise à disposition de fonds et pour le renforcement des capacités sous forme d'acquisition d'équipement et d'infrastructure.

¹ Ce texte a été traduit de l'anglais. Titre original: "The Role of an Association of Private Sector Service Providers in Capacity Development in Lagos, Nigeria"

² Richbol Environmental Services Ltd., P. O. Box 7225, Ikeja, Lagos.
Tel: +234-802-318-0549, +234-702-807-5893 Fax: +234-1-814-2269
E-mail: adebolagb@richbol.com ou adebolagb@gmail.com

1. Introduction

1.1 Lagos

État de Lagos est l'un des 36 états du Nigéria, bien que le plus petit dans le secteur, il est le centre commercial du pays et par extension de toute la sous région ouest africaine.

Il a une population d'environ 15 millions d'habitants et on estime que sur la base d'un taux de croissance de 6%, à l'an 2015 cet Etat pourrait être la 3^{ème} plus grande méga ville du monde. L'état est actuellement divisé en 57 collectivités territoriales (municipalités).

1.2 Les débuts de la participation du secteur privé

L'entrée des prestataires de service du secteur privé (PSSP) dans l'industrie de gestion des déchets à Lagos a été le résultat de services irréguliers et erratiques de la part de l'agence étatique chargée de la gestion des déchets dans état. La nuisance provoquée par les déchets non enlevés au sein des communautés ont amené celles-ci à rechercher elles-mêmes des systèmes alternatifs d'élimination des déchets, et ainsi elles se sont tournées vers le secteur privé.

Aux premières étapes de la participation du secteur privé dans la gestion des déchets solides dans l'état de Lagos, la structure du quartier déterminait le type de PSSP impliqué dans la collecte, le transport et l'élimination de leurs déchets. Par exemple, le secteur privé formel fonctionnait dans les zones de faible densité à revenu élevé, tandis que le secteur privé informel en se servant de charrettes opérait dans les zones de forte densité de population à faible revenu. Cela a été attribué à la stratification sociale et à la distribution de richesse dans la société. Tandis que les quartiers à haut revenu avaient les moyens de payer des frais plus élevés au secteur privé formel qui se servaient de véhicules à moteur, les quartiers à faible revenu ne pouvaient se payer que les services des charretiers.

Cependant, avec le temps tout cela a changé, puisque tant les opérateurs privés formels qu'informels travaillent dans ces deux types de secteur maintenant.

En 1996/1997, le gouvernement a démarré un programme de reconnaissance et de formalisation du secteur privé – en particulier le secteur privé formel – en introduisant un programme connu sous le nom de "Projet de Plan pilote pour la participation du secteur privé à la collecte et à l'élimination des déchets solides dans les régions de Collectivités territoriales de Somolu et de Kosofe dans état de Lagos ". Le projet visait à tester les capacités du secteur privé et à tester aussi la bonne volonté du public à payer la collecte, le transport et l'élimination de leurs déchets, qui jusqu'ici avaient été un service social. Le projet de plan pilote, qui a impliqué 22 compagnies privées (y compris celle de l'auteur), a marqué le commencement de la formalisation du secteur privé dans la gestion des déchets à Lagos. Il a également conduit à la formation d'une association de praticiens appelés "Groupe des opérateurs du Plan pilote des déchets " (WAPSOG). Ce groupe s'est métamorphosé plusieurs fois ; le nom actuel étant l'Association des gestionnaires de déchets du Nigéria (AWAM).

1.3 Le rôle du gouvernement et de la communauté internationale

Depuis la restructuration de l'autorité de Gestion des Déchets de état de Lagos (LAWMA) en mai 2005 et le transfert de la responsabilité de réglementation au PSSP de la part du Ministère de l'environnement de état de Lagos (LMOE) au profit de l'autorité de gestion des déchets de l'Etat de Lagos (LAWMA) en mars 2007, de nombreux programmes de

renforcement des capacités ont été organisés pour des responsables du gouvernement. Ceux-ci visaient à les préparer aux tâches de mise en oeuvre efficace de politique et de suivi du secteur privé.

Le programme de renforcement des capacités qui a eu le plus grand impact était "le Projet de Formation à l'entretien du Service municipal de Lagos". Le projet a été parrainé et financé par l'Agence de Développement commercial des Etats-Unis d'Amérique (USTDA).

Les tâches accomplies par le projet comprennent :

- ❖ Le développement d'un inventaire du patrimoine d'infrastructure environnementale
- ❖ La réalisation d'une révision et d'une analyse de la pratique actuelle
- ❖ Le développement d'un modèle de meilleures pratiques en matière de gestion d'entretien
- ❖ Le développement d'un programme de gestion d'entretien pour LMOE, LWC, et LAWMA
- ❖ La réalisation d'une analyse d'impacts environnementaux
- ❖ La préparation et la soumission d'un rapport final

Dans le cadre du programme de formation, des experts venant des Etats-Unis ont formé des responsables du gouvernement et les PSSP aux meilleurs pratiques et modèles d'entretien et de patrimoine et de services municipaux.

2. Besoins de renforcement des capacités

La participation du secteur privé dans l'industrie de gestion des déchets solides au Nigéria est un sous-secteur émergent de l'économie nigériane avec un potentiel considérable et beaucoup de besoins de renforcement des capacités.

La façon dont le secteur privé s'est impliqué dans la gestion des déchets solides à Lagos n'a pas permis un filtrage du PSSP, jusque récemment quand les enjeux ont été soulevés. Seuls très peu de professionnels étaient impliqués au début, toutefois beaucoup d'investisseurs ont avec le temps appris sur le tas et ont de ce fait atteint de bonnes normes opérationnelles.

Ce qui suit porte sur les besoins de renforcement des capacités du PSSP dans l'industrie de gestion des déchets solides à Lagos au Nigéria;

- a) **Formation régulière** : Les propriétaires et les gestionnaires des sociétés participantes ont besoin de formation régulière sur les dernières méthodologies de la gestion des déchets, plus particulièrement en ce qui concerne les meilleures pratiques internationalement acceptables dans la planification, le suivi, le recouvrement de coût, dans la collecte efficace et efficace, le transport, le recyclage et le traitement, et l'élimination³.
- b) **Exposition** : Les praticiens doivent être exposés à ces meilleures pratiques et modèles par des visites d'orientation⁴ dans les pays développés et plus expérimentés pour un échange pratique et technique.

³ Certains opérateurs du secteur privé sont impliqués dans la gestion des décharges étatiques, alors que d'autres sont impliqués dans des activités de récupération et de réutilisation.

⁴ Les visites d'orientation exposeront les opérateurs à de meilleures pratiques en matière de gestion des déchets dans les pays industrialisés et dans les pays à faible et à revenu intermédiaire. Les opérateurs souhaitent voir les meilleurs modèles et pratiques, parce qu'ils pensent que cela ferait une différence significative dans leurs propres approches.

- c) **Formation technique :** Il faut de la formation pour le personnel technique, en particulier les ingénieurs et les mécaniciens qui manipulent les réparations d'équipement sophistiqué.
- d) **Accéder au prêt à long terme :** Il est également très essentiel de développer la capacité de la plupart des opérateurs. L'importance de l'accès aux prêts à long terme avec des taux d'intérêt à un seul chiffre ne peut pas être exagérée. Malheureusement de tels prêts ne sont pas disponibles au Nigéria car la plupart des banques n'offrent que des prêts à court terme à des taux d'intérêt très élevés. Des prêts plus accessibles auraient permis aux opérateurs d'acheter l'équipement moderne nécessaire à des opérations efficaces.
- e) **Développement d'infrastructure:** La nécessité de créer une infrastructure améliorée de gestion des déchets, y compris des centres d'enfouissement, des stations de transfert et des centres de réutilisation, ne peut pas être ignorée.
- f) **Accord contractuel :** Le gouvernement devrait offrir des accords contractuels équitables qui réduisent les risques portés par les compagnies tenues de faire des investissements énormes.

Il convient de noter que les articles (a), (b), et (c) énumérés ci-dessus sont pris en charge par l'Association qui est décrite dans cet article, car des programmes de formation ont été organisés, et des plans de visites d'orientation et de voyages d'étude sont en préparation. Des discussions sont également en cours avec le gouvernement autour des questions (e) et (f). L'Association discute également avec les institutions financières et le gouvernement pour la réalisation de l'article (d).

3. L'Association du secteur privé

3.1 Les origines de l'association

Comme indiqué plus tôt, l'Association a été formée quand le secteur privé a été introduit à une échelle pilote en 1997. Les motivations principales en formant l'association étaient de disposer d'un front commun dans la discussion avec le gouvernement et pour partager également des idées entre opérateurs. Aucun organe extérieur n'a été impliqué dans sa formation ; elle est née de la décision collective d'opérateurs plus expérimentés.

En raison de divers facteurs externes, y compris des désaccords avec les autorités, des changements institutionnels et politiques, et d'autres facteurs, l'association a changé sa nature et son nom plusieurs fois. Ces changements ont été également influencés par des changements au ministère qui était chargé de la gestion de déchets solides.

3.2 Composition et organisation

La composition initiale de l'Association était de 22 opérateurs ; maintenant elle compte environ 250 membres. L'adhésion est volontaire, les opérateurs étant libres d'adhérer ou de ne pas adhérer, mais en raison de la protection dont les opérateurs jouissent comme membres, chaque opérateur veut s'identifier avec l'association. Chaque PSSP dans l'industrie de gestion des déchets est prévu en être membre.

L'association est dirigée par un Conseil exécutif (EXCO), qui fonctionne à travers plusieurs comités. Un de ces comités est le comité professionnel et de formation. Il y a des employés

payés par l'association dans les bureaux de secrétariat, et un autre personnel employé pour la réalisation des activités des fonctionnaires du gouvernement dans les diverses décharges⁵.

3.3 Base financière

Les membres sont obligés de payer des frais d'inscription au moment d'adhérer à l'association, et des droits mensuels. Des prélèvements occasionnels sont imposés par l'EXCO quand le besoin se fait sentir.

Tout comme toute autre association volontaire, il y a des membres qui ne sont pas à jour de leurs contributions financières. La principale sanction dont se sert l'EXCO pour encourager le paiement est que l'association ne soutiendra ou ne défendra – à chaque fois qu'ils ont des problèmes avec les autorités de normalisation – que les membres qui ont payé leurs frais d'adhésion. Puisque le besoin d'un tel appui se fait sentir fréquemment⁶, c'est une incitation efficace. Une autre sanction est que seuls ces membres qui ont payé au moins une partie de leurs frais et droits peuvent jouir d'un quelconque avantage de l'association, y compris celui de voter et de se présenter à l'élection.

3.4 Résolution de conflit

Chaque fois que se produit un conflit entre les membres, provoqués par la concurrence ou par l'empiétement sur le secteur d'un autre opérateur, l'association a un comité appelé "Comité de réconciliation". Ce comité règle tous les conflits parmi les membres d'une part et réconcilie les membres avec les organismes gouvernementaux d'autre part. Les décisions prises par ce comité sont exécutoires.

4. Formation fournie par l'association

4.1 Les cours

Le comité professionnel et de formation de l'association a travaillé avec une société de consultation en collaboration avec LAWMA pour organiser un programme de formation pour les cadres supérieurs (CEO) ou les agents de maîtrise de plus de 200 compagnies. C'était un cours de formation de trois jours en internat administré dans des milieux confortables. Parmi les participants figurait le personnel cadre du Ministère de l'environnement de Lagos, de l'autorité de gestion des déchets de état de Lagos (LAWMA) et de certaines des institutions financières au Nigéria.

Des thèmes tels que la façon de livrer des services efficaces et la façon de se rapprocher des clients ont été entièrement discutés. Les autres sujets traités portaient sur l'efficacité opérationnelle, l'approche d'entreprise durable, la planification financière et la gestion, la prestation de service durable, la gestion des risques, et le développement des ressources humaines.

5 Les employés de l'association à ces décharges enregistrent les camions des membres qui s'y rendent chaque jour. Cela est nécessaire puisque les opérateurs sont payés au nombre de voyages qu'ils effectuent ou à la quantité de déchets qu'ils déposent aux décharges. Avant que agents d'enregistrement aient été introduits aux sites, il y avait souvent des désaccords entre le personnel étatique et les opérateurs par rapport aux quantités déposées.

6 Il y a plusieurs désaccords communs entre les opérateurs et les régulateurs, y compris des désaccords au-dessus du volume ou du tonnage de la perte déposé au décharge, aux cas du short ou à l'underpayment pour des services fournis, et la punition sans garantie des opérateurs sur la base de unsubstantiated des allégations

Un autre événement de formation, durant un jour et appelé "Atelier de formation du formateur" ⁷ a été organisé par le comité pour plus de 600 employés, y compris les superviseurs, les conducteurs et les ouvriers (traiteurs de déchets). Les employés étaient aussi formés à la façon de protéger la santé et la sécurité, à améliorer le service à la clientèle, améliorer le comportement envers l'un l'autre, et à croire également en la dignité de leur travail. Divers experts, consultants et des conférenciers de motivation – y compris des fonctionnaires de haut rang du gouvernement – ont servi de personnes ressources.

4.2 Evaluation de l'impact du programme de formation

Les principaux impacts du programme de formation sur l'industrie étaient :

- a) La formation a changé la perception des investisseurs concernant l'industrie. Avant le programme de formation les investisseurs tenaient un contrôle très serré du niveau de leur investissement dans l'industrie. Le degré de participation personnelle des investisseurs varie – certains des investisseurs vivent à l'étranger.
- b) La formation a eu pour conséquence d'augmenter le volume de l'investissement dans l'industrie, avec des compagnies qui investissent fortement en camions compacteurs ⁸ pour remplacer les camions découverts basculants qui sont généralement utilisés.
- c) L'investissement accru sur plus d'équipement spécialisé a eu pour conséquence une livraison de services améliorée dans l'état de Lagos.
- d) Le programme de formation a présenté ⁹ l'industrie émergente de la gestion des déchets aux institutions financières nigérianes, aboutissant à une plus grande confiance du secteur financier pour cette industrie.
- e) La confiance améliorée du secteur financier pour les compagnies de gestion des déchets du secteur privé a eu pour conséquence la mise à disposition de fonds pour l'industrie en vue du renforcement de capacité dans le domaine de l'acquisition d'équipement et d'infrastructure.
- f) La perception du gouvernement envers le secteur privé a également changé, car les fonctionnaires ont commencé à voir la capacité et les forces du secteur privé (l'agence

⁷Chaque compagnie impliquée dans la gestion des déchets compte une moyenne de 20 à 25 employés, chaque camion ayant un conducteur, un superviseur, 3 ouvriers faisant un total de 5 employés pour chaque camion. Chaque compagnie a au moins 5 camions opérationnels. En outre il y a le directeur et tout autre personnel). L'idée est donc de former quatre employés de chaque compagnie, de sorte qu'ils puissent à leur tour former d'autres agents dans leurs compagnies, par conséquent le nom "former les formateurs ". Plus de 200 compagnies y ont participé.

⁸ Malheureusement, le gouvernement (le régulateur) a initié ce que l'on appelle une réforme – il exige que les opérateurs utilisent de l'équipement moderne pour la collecte de déchets à Lagos. Les opérateurs ont été informés d'utiliser des camions compacteurs ou bien ils seraient exclus. Le problème majeur auquel on fera face dans un avenir immédiat est le manque de savoir-faire technique pour l'entretien des camions compacteurs.

⁹ Avant le programme de formation, aucune institution financière au Nigéria n'a vu l'industrie de gestion des déchets comme un secteur où y investir. Ils n'accorderaient également aucun prêt à l'industrie, parce qu'ils ont cru que l'industrie n'était pas assez viable. Cependant, après que le programme de formation –qui a également servi de programme de plaidoyer que – les institutions financières ont commencé à accorder des prêts aux opérateurs – particulièrement pour l'achat de camions compacteurs, qui sont très chers. D'autres investisseurs, dans le pays et à l'étranger, ont commencé à prêter plus d'attention à l'industrie, aboutissant à une abondance d'investissement de capital d'équipement dans l'industrie.

étatique LAWMA a été tellement impressionnée qu'elle a promis de co-parrainer le prochain programme de formation).

4.3 Leçons d'expérience

- a) Les étrangers se sont rendus compte que la gestion des déchets est une industrie de multi million de dollars de qui attend d'être explorée.
- b) La plupart des membres de l'association ne s'impliquent que dans la collecte des déchets et de leur élimination dans une décharge, toutefois le programme de formation les a exposées à d'autres composantes de la gestion des déchets, y compris la récupération, la réutilisation et le traitement de la ressource qui se faisaient uniquement par le secteur informel dans l'état de Lagos. Certains opérateurs connaissaient ces activités, mais ils n'ont pas pensé qu'elles pouvaient produire un revenu significatif. (Il convient de relever que jusqu'ici seul environ 2% des opérateurs sont impliqués dans des activités de recyclage – l'auteur étant l'un d'entre eux.)
- c) Les propriétaires et les gestionnaires ont appris comment gérer le risque et comment sauvegarder leur propre bien-être (en particulier l'hypertension quand les choses ne marchent pas comme prévu !).
- d) Les banques ont appris qu'il est besoin de fournir des prêts au secteur privé pour permettre de meilleurs services¹⁰.
- e) Le côté gouvernement a appris que les opérateurs ont besoin d'accords contractuels équitables pour protéger leurs investissements énormes¹¹.
- f) Les employés ont appris comment entretenir un meilleur rapport avec leurs clients et également l'importance à répondre aux attentes et à fournir des services personnalisés.
- g) Les investisseurs ont été motivés pour remplacer les véhicules délabrés et inappropriés dont ils se servaient pour la collecte de déchets.

Il y avait beaucoup d'autres leçons d'expérience ; cependant, elles peuvent se résumer par la déclaration selon laquelle une nouvelle approche pour améliorer les services de gestion des déchets par le secteur privé a été développée, alors que d'autres secteurs de l'économie ont réalisé l'industrie de gestion des déchets pleine de vie. En d'autres termes, les résultats de la formation portaient tant sur du plaidoyer que sur du renforcement des capacités.

5. Autres résultats de l'association

L'association est également impliquée dans plusieurs autres activités pour améliorer et populariser la gestion durable des déchets et de l'environnement au Nigéria. Celles-ci incluent

- a) L'organisation de la première Conférence nationale sur la gestion des déchets et de l'environnement en septembre 2008, en collaboration avec le Ministère fédéral de l'environnement, du Logement et du Développement Urbain. Des articles ont été présentés par des personnalités nationales bien connues. Un point saillant de cet événement a été la présentation des Prix du Leadership en Environnement aux

10 Ceci peut se faire grâce à l'intervention du gouvernement ; nous avons vu des cas d'agences/ banques étatiques de développement comme la Banque de développement urbain donner de telles facilités de prêt.

11 Les contrats pour la collecte et le transport de déchets devraient avoir une validité d'au moins cinq ans pour protéger l'investissement énorme impliqué.

notables nigériens. En plus de vulgariser la gestion efficace des déchets dans le pays, les Prix étaient prévus créer un bon rapport entre l'association et les dirigeants proéminents au Nigéria.

- b) L'association avait également vulgarisé la participation du secteur privé pour une gestion durable et efficace des déchets dans d'autres états du pays, grâce au plaidoyer, aux consultations et à la préparation de propositions.

6. Défis actuels

6.1 Relations avec le Gouvernement

Un des plus grands défis que rencontre l'association est de savoir comment entretenir un rapport durable et cordial avec le gouvernement en dépit des nombreuses zones et des politiques floues qui ne servent pas le meilleur intérêt du PSSP.

Les nombreux changements de noms de l'association sont le résultat des désaccords et de conflits entre l'association et le gouvernement. Dans la plupart des cas, après un désaccord ou un conflit sérieux, les fonctionnaires du gouvernement cesse de traiter avec cette association ou ses représentants, jusqu'à ce que de nouveaux fonctionnaires aient été élus et un nouveau nom adopté par le PSSP pour l'association.

Les principales causes du désaccord et des conflits étaient :

- a) Quand l'association faisait des recommandations pour des services de gestion des déchets, cela était autrefois vu par les fonctionnaires du gouvernement comme une pression fâcheuse.
- b) Le PSSP se voyait lui-même comme acteur majeur, tandis que le gouvernement entretenait encore le concept du rapport du « maître » – « domestique ».
- c) Le gouvernement autrefois formulait des politiques¹² sans apport ou contributions du secteur privé.
- d) Le secteur privé s'intéresse à maximiser son bénéfice, alors que le gouvernement peut ne pas être d'accord avec cet objectif.

Cependant, il y a eu récemment une amélioration énorme dans le rapport entre l'association et le gouvernement, en particulier après la formation de l'Association des gestionnaires de déchets du Nigéria (AWAM). Le chef de la nouvelle agence de normalisation a encouragé les activités de l'association, peut-être en raison de la nouvelle orientation parmi les fonctionnaires du gouvernement admettant que le PSSP était un acteur important dans l'industrie.

6.2 Défis financiers

Les PSSP font face au problème de mobilisation de prêt long terme à des taux d'intérêt accessibles.

¹² Un des points de désaccord, par exemple, consiste dans la politique du gouvernement exigeant que la collecte des déchets dans l'état de Lagos se fasse en utilisant seulement des camions compacteurs. Les opérateurs estiment que cette condition n'est pas nécessaire parce qu'elle n'est pas rentable, parce que ces camions ne peuvent pas accéder à tous les secteurs opérationnels, et parce qu'ils sont trop sophistiqués et que le savoir-faire technique pour la manipulation et l'entretien de ces camions n'est pas disponible. Malheureusement le gouvernement est demeuré intransigeant.

Les défis d'un renforcement des capacités soutenu sont accablants car il n'y a pas assez de fonds pour cela.

En conclusion, l'augmentation continue du coût des produits pétroliers a globalement englouti la rentabilité ; le coût du carburant est monté de plus de 500%¹³ sans incrément sur le revenu.

7. Conclusions

En raison de la taille et du taux de croissance de l'état de Lagos le besoin était pressant pour le PSSP qui fournit les services de gestion de déchets solides de mettre à niveau ses activités opérationnelles à travers le renforcement des capacités – ce qui implique de la formation continue pour le personnel de gestion et les employés – pour satisfaire les demandes croissantes continues et des niveaux plus élevés.

Le programme de renforcement des capacités de l'association des gestionnaires de déchets du Nigéria s'est avéré être un outil efficace qui a eu pour conséquence une gestion améliorée des déchets solides à Lagos au Nigéria. Non seulement il a permis au PSSP de fonctionner plus efficacement, mais il a également élevé le statut de la gestion des déchets par le secteur privé aux yeux du gouvernement et des organismes de crédit.

Références

Adebola, Olugbenga O. “*The roles of the informal private sector in Integrated Solid Waste Management (ISWM) in Lagos, Nigeria – A developing country*” : Travaux de la 21^{ème} conférence internationale sur la technologie et la gestion des déchets solides. Philadelphie P.A, 2006.

Adebola, Olugbenga O. “*The roles of the informal private sector in Integrated Solid Waste Management in the achievement of the Millennium Development Goals (MDGs) in Lagos, Nigeria*” : article présenté à l'atelier du CWG/WASH sur les Déchets solides, la santé et les Objectifs du Millénaire pour le Développement à Kolkata en Inde, en février 2006.

Adebola, Olugbenga O. “*Sustaining Private Sector Participation (PSP) in solid waste management in Lagos, Nigeria - A developing country*” : article présenté au 5^{ème} Congrès mondial et Salon envirotech à Toronto au Canada en 2000.

Adebola, Olugbenga O. “*Private Sector Participation (PSP): Alternative waste management system for Lagos state*” : un article présenté à la Série de conférences sur l'état de l'environnement (SOE), organisée par WAPSOG en 1998.

Travaux du programme de formation de renforcement des capacités ; organisé pour les Participants du secteur privé (PSP) en novembre 2007 et février/ mars 2008 respectivement à Lagos.

13 Lorsque le contrat de l'auteur lui a été octroyé en 2004, le prix du litre de diesel n'était que de 30 Naira, mais au moment de la rédaction (2008) le prix était d'au moins 170 Naira